

MALAWI

RÉGION de lacs, de rivières et de collines boisées, le Malawi est également un pays très peuplé: son taux de croissance démographique est le plus élevé de tous les Etats de l'Afrique australe. Le Malawi figure aussi parmi les pays les plus pauvres du monde.

Indépendant en 1964, le pays a connu jusqu'en 1994, un régime de parti unique. Suite à de fortes pressions des donateurs extérieurs ayant conduit à quasiment geler toutes aides, le pays s'est engagé dans un processus de démocratisation. Les premières élections présidentielles et parlementaires pluripartites se sont tenues en mai 1994 et le pays a depuis lors un gouvernement démocratique.

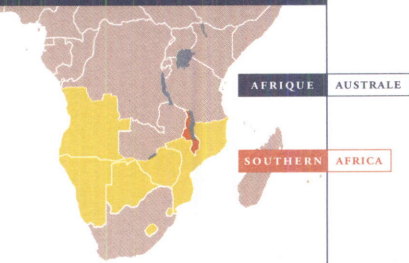
Le Malawi est un pays essentiellement rural, doté d'un secteur économique moderne de taille réduite. Après une forte croissance économique dans les années 1960 et 1970, la situation économique s'est détériorée à la fois en raison de facteurs externes (guerre civile au Mozambique, augmentation des coûts de transport, détérioration des termes des échanges), et à cause de la pression démographique sur les terres arables et les ressources naturelles disponibles.

Depuis la première Convention de Lomé, la coopération entre l'Union européenne et le Malawi s'est concentrée sur le développement rural et les infrastructures de transport. Grâce à l'assistance européenne, le pays dispose à présent d'un réseau routier relativement efficace et a pu améliorer le rendement de sa production agricole. Des actions spécifiques ont également été menées dans plusieurs autres secteurs (énergie, santé, éducation, développement des petites entreprises).

La plus grande partie des fonds alloués au Malawi l'a longtemps été au titre des ressources programmées des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) successifs: 250 millions d'écus pour les trois premiers et 121 millions d'écus pour le quatrième. Toutefois, le poids des ressources non-programmées du FED s'est progressivement accru et, sous la Convention de Lomé IV, ces ressources (qui comprennent en particulier un appui important aux réformes d'ajustement structurel) et celles émanant du budget européen (aide alimentaire et aide aux réfugiés) dépassent le montant des fonds programmables.

Près de 30 millions d'écus ont été engagés, sous Lomé IV, pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, notamment pour le financement du projet d'adduction d'eau de Blantyre.

D'importantes actions ont aussi été menées en faveur des réfugiés mozambicains et à la suite des sécheresses récurrentes. Pour l'année 1994, 80 000 tonnes de maïs ont été fournies ainsi que 23 000 tonnes d'urée, pour aider les populations affectées par la sécheresse. Diverses actions sont déjà financées en vue d'appuyer le processus de démocratisation et d'autres sont planifiées.



Indicateurs économiques

PNB par habitant	220 \$ (1993)
Exportations	344 mio \$ (1993)
tabac	80 %
thé	10 %
Service de la dette / exportations	22 % (1993)

Indicateurs sociaux

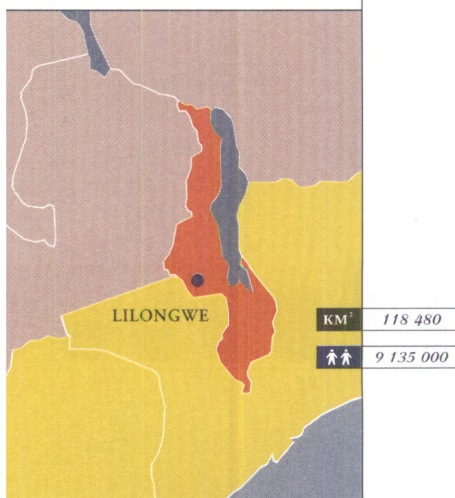
Taux de croissance de la population	3,31 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	66 % (1993)
Taux d'urbanisation	13 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	220 \$ (1993)
Exports	344 mio \$ (1993)
tobacco	80 %
tea	10 %
Debt service / exports	22 % (1993)

Social indicators

Population growth rate	3.31 % (1990-1995)
Primary schooling rate	66 % (1993)
Urbanization rate	13 % (1993)



A REGION of lakes, rivers and woody hills, Malawi is also a densely populated country: its population growth rate is the highest of the countries in Southern Africa. Malawi ranks among the poorest countries in the world.

Malawi achieved independence in 1964, and until 1994 had experienced a one-party system. Following strong pressure from donors resulting in an almost total aid freeze, the country is embarked on a process of democratisation. Multiparty and presidential elections were held in May 1994, and the country has had a democratic government since then.

Malawi is basically a rural country with a very small and modern economic sector. After vigorous economic growth in the 1960s and 1970s, the economic situation has deteriorated both because of external factors (civil war in Mozambique, soaring transport costs, deteriorating terms of trade) and because of populations pressure on land and natural resources.

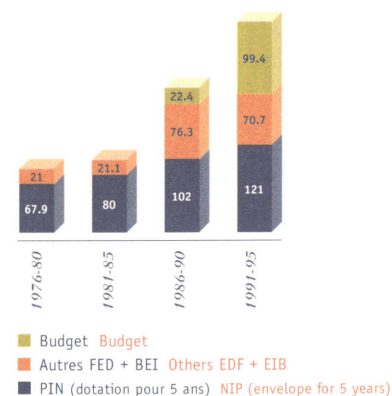
The European Union's cooperation with Malawi has focused since the first Lomé Convention on rural development and transport. Thanks to the contribution of European Union aid, the country now has a relatively efficient road network and has improved its agricultural production performances. Specific actions were also undertaken in several other sectors (energy, health, education, small businesses). The bulk of resources has been channelled through the National Indicative Programmes: ECU 250 million for the first three, and ECU 121 million for the fourth one. Nevertheless, the weight of non-programmed resources has progressively grown, and under the Lomé IV Convention, such resources (including in particular an important support for structural adjustment reforms) and EU budget funds (food aid and refugee aid) exceed the programmable funds.

Moreover, about ECU 30 million has been committed, under Lomé IV, through the European Investment Bank intervention in the form of risk capital, particularly for a water supply project in Blantyre.

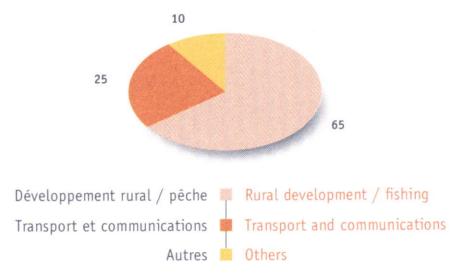
Major actions have also been devoted to Mozambican refugee relief and to counteract the effects of recurrent droughts. Only in 1994, 80 000 tons of maize were delivered together with 23 000 tons of urea to help the population affected by the drought.

Various actions have been already implemented to support the process of democratisation and others are planned.

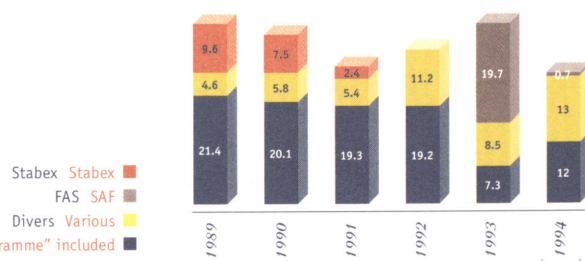
FED / EDF + BUDGET
dotations millions d'écus
allocations ECU million



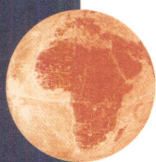
FED / EDF 7
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7
paiements par instrument
payments by instrument



PIN y compris "programme special dette" NIP "special debt programme" included



MALI

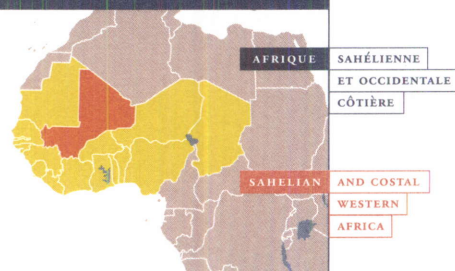
INDÉPENDANT depuis 1960, le Mali est un vaste pays sahélien au territoire enclavé et partiellement désertique. Relativement peu peuplé, il n'a connu jusqu'à présent qu'un faible développement.

La période passée a été marquée par des problèmes budgétaires ainsi que par des difficultés socio-politiques particulières avec des populations septentrionales. Depuis 1992, le Mali a néanmoins réussi à mettre en place une démocratie pluraliste et a procédé, dans le cadre d'un programme d'ajustement, à des adaptations souvent difficiles. La relative pénurie de terres arables constitue, pour une économie fondée sur l'agriculture, un handicap insuffisamment compensé par le potentiel de la partie méridionale du pays et de la vallée du Niger. Les échanges extérieurs sont très dépendants du coton et de l'élevage, mais des gisements aurifères recèlent un potentiel de mise en valeur.

Sous Lomé IV, le Programme Indicatif National de 136 millions d'écus met l'accent sur l'appui au développement rural, le secteur des infrastructures routières ainsi que sur la promotion des petites et moyennes entreprises. Il intervient, en outre, dans d'autres domaines tels que la santé et l'aide à la balance des paiements pour un montant de plus de 25 millions d'écus. Par ailleurs, les fonds alloués au Mali au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel —43 millions d'écus environ— ont permis de mener des actions en faveur de la santé, de l'éducation primaire et de l'allègement de l'endettement de l'Etat. Ils ont également été utilisés pour soutenir les mesures post-dévaluation du Franc CFA. Des transferts au titre du Stabex ont été octroyés en 1990 et 1991 en faveur du coton, pour des montants limités (alors que ceux-ci ont atteint plus de 10 millions d'écus sous Lomé I et II, et plus de 20 millions d'écus sous Lomé III).

Le Mali a été également bénéficiaire d'aides financières de substitution à l'aide alimentaire visant la restructuration du secteur des céréales (4,5 millions d'écus entre 1990 et 1993). Des aides spécifiques ont été aussi allouées en faveur des populations du Nord du Mali, et des cofinancements avec les organisations non-gouvernementales (ONG) ont permis de mettre en oeuvre des opérations ponctuelles d'aide alimentaire et des projets à caractère social. Une partie des fonds de contrepartie générés par les aides directes (à l'importation, Stabex) de Lomé III ont contribué, en 1991, au financement du coût des élections démocratiques.

En outre, 19 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques, dont 16 millions sont déjà engagés. A ce montant s'ajoute un financement de 35 millions d'écus sur ressources propres (mine d'or à Sadiola).



Indicateurs économiques

PNB par habitant	300 \$ (1993)
Exportations	197 mio \$ (1993)
coton	43 %
bétail	29 %
Service de la dette / exportations	6,1 % (1993)

Indicateurs sociaux

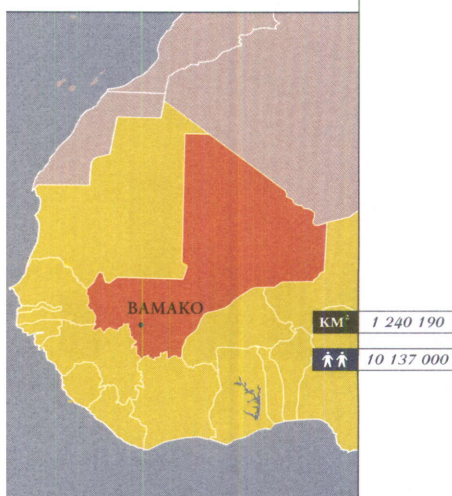
Taux de croissance de la population	3,17 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	24 % (1993)
Taux d'urbanisation	26 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	300 \$ (1993)
Exports	197 mio \$ (1993)
cotton	43 %
livestock	29 %
Debt service / exports	6.1 % (1993)

Social indicators

Population growth rate	3.17 % (1990-1995)
Primary schooling rate	24 % (1993)
Urbanization rate	26 % (1993)



INDEPENDENT since 1960, Mali is a vast Sahelian country whose territory is landlocked and partly desert. It is relatively sparsely populated, and has only experienced weak development to date.

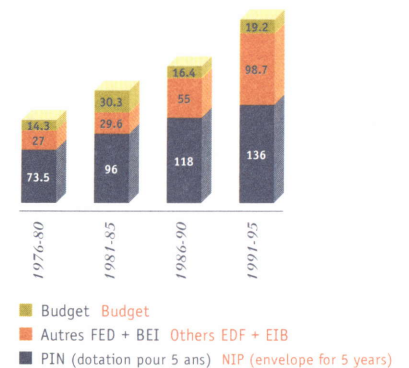
The past has been characterised by budgetary problems and by socio-political difficulties particular to the populations in its northern regions. Nevertheless, since 1992 Mali has succeeded in setting up a multi-party democracy and continued, in the framework of an adjustment programme, to adapt under often difficult circumstances. The relative shortage of arable land, for an economy based on agriculture, is a handicap insufficiently compensated for by the potential in the southern part of the country and the Niger Valley. External trade is very dependent on cotton and livestock farming, although gold deposits could be exploited.

Under Lomé IV, the National Indicative Programme amounting to ECU 136 million emphasises rural development support, road infrastructures as well as the promotion of small and medium-sized enterprises. Furthermore, it intervenes in other areas, such as health care and balance of payments support to the tune of more than ECU 25 million. Funds allocated to Mali under the Structural Adjustment Facility (about ECU 43 million) have allowed it to act on health care, primary education and to alleviate the State indebtedness. They were also used to support measures following the devaluation of the CFA Franc. Stabex transfers were granted in 1990 and 1991 for cotton, but the amounts were limited (although the latter totalled more than ECU 10 million under Lomé I and II, and more than ECU 20 million under Lomé III).

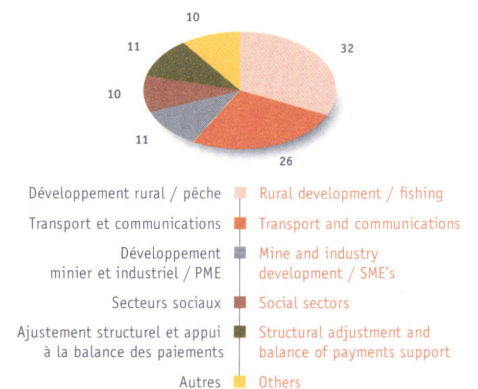
Mali also received financial aid in place of food aid to help restructure the cereals sector (ECU 4.5 million between 1990 and 1993). Specific aid has been allocated to northern Mali populations, and non-governmental organisation (NGO) co-financing is earmarked for punctual food aid operations and projects of a social nature. Part of the counterpart funds generated by direct aid from Lomé III (for imports, Stabex) helped to finance democratic elections in 1991.

Moreover, ECU 19 million may be made available through European Investment Bank (EIB) intervention in the form of risk capital, of which 16 million has already been committed. A financing of ECU 35 million from EIB's own resources was added to this sum (gold mine in Sadiola).

FED / EDF + BUDGET
dotations millions d'eucs
allocations ECU million

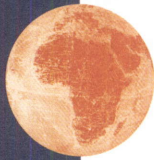


FED / EDF 7
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7
paiements par instrument
payments by instrument





MAURITANIE

PAYS semi-aride de l'Afrique de l'Ouest, peu peuplé, la Mauritanie est dotée de ressources naturelles limitées —pêche et minerai de fer— et reste fortement dépendante de ces deux secteurs. Ses principales activités économiques se résument à l'industrie de la pêche autour de Nouadhibou, l'extraction minière dans le Nord et l'exploitation du potentiel agricole et de l'élevage dans la vallée du fleuve Sénégal. Par sa situation géographique, la Mauritanie est un trait d'union entre l'Afrique noire et le Maghreb. Elle est par conséquent un membre actif des organisations internationales de ces deux régions.

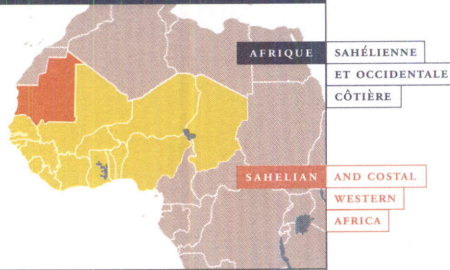
Après l'indépendance en 1960, la Mauritanie a longtemps connu un régime de parti unique. Une ouverture démocratique s'est ensuite opérée avec, en ce qui concerne les étapes récentes, la promulgation de la constitution en 1991, les élections présidentielles de janvier 1992, les élections législatives en mars 1992 et les élections municipales au début de 1994.

Depuis Lomé I, la Mauritanie a bénéficié de plus de 500 millions d'écus d'aide européenne, y compris les dotations de Lomé IV. Au titre de Lomé IV, l'aide programmable est constituée d'un PIN de 61 millions d'écus, ainsi que de 20 millions d'écus en appui à l'ajustement structurel.

En outre, 11 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques, qui s'ajoutent aux 15 millions d'écus déjà approuvés sur ressources propres.

Les domaines de concentration du programme indicatif signé au titre du 7^{ème} FED l'aide sont les infrastructures et le développement rural. Le soutien au titre de l'ajustement structurel est prévu pour un Programme Général d'Importations, dont les fonds de contrepartie générés sont essentiellement destinés à l'appui au secteur de la santé publique et l'entretien routier. La Banque Européenne d'Investissement intervient surtout dans le secteur minier.

Sous Lomé IV, la Mauritanie a bénéficié des transferts Stabex au titre du produit "calmars, seiches et poulpes" pour un montant d'environ 14 millions d'écus.



Indicateurs économiques

PNB par habitant	510 \$ (1993)
Exportations	408 mio \$ (1993*)
poisson	56 %
minerai de fer	36 %
Service de la dette / exportations	27,2 % (1993)

Indicateurs sociaux

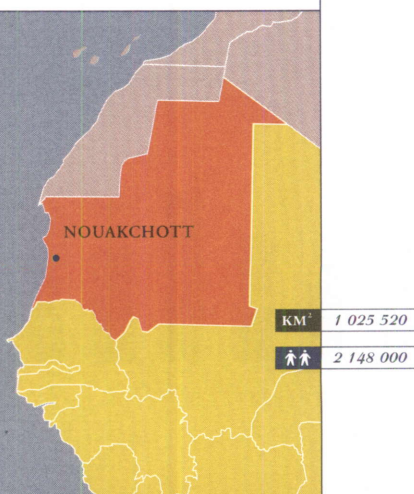
Taux de croissance de la population	2,86 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	55 % (1993)
Taux d'urbanisation	51 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	510 \$ (1993)
Exports	408 mio \$ (1993*)
fish	56 %
iron ore	36 %
Debt service / exports	27.2 % (1993)

Social indicators

Population growth rate	2.86 % (1990-1995)
Primary schooling rate	55 % (1993)
Urbanization rate	51 % (1993)



A SEMI-ARID, sparsely-populated country on the West African coast, Mauritania has limited natural resources —fish and iron ore— and remains strongly dependent on these two sectors. Its principal economic activities are epitomised by the fishing industry around Nouadhibou, mining extraction in the north and the exploitation of agricultural potential and livestock breeding in the valley of the Senegal River. Mauritania's geographic position forms a link between Black Africa and the Maghreb. As a result, it is an active member of international organisations of both these regions.

Following its independence in 1960, Mauritania was for a long time ruled by a single party. Democratic changes then took place with, as far recent steps are concerned, the promulgation of a constitution in 1991, presidential elections in January 1992, legislative elections in March 1992 and local elections at the beginning of 1994.

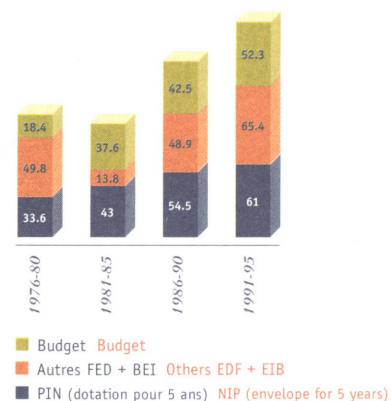
Since Lomé I, Mauritania has received more than ECU 500 million of European aid, including Lomé IV grants. Under Lomé IV, the NIP of the seventh EDF provides for ECU 61 million and ECU 20 million for structural adjustment support.

Moreover, ECU 11 million has been foreseen through European Investment Bank intervention in the form of risk capital, which is adding to the ECU 15 million already approved from its own resources

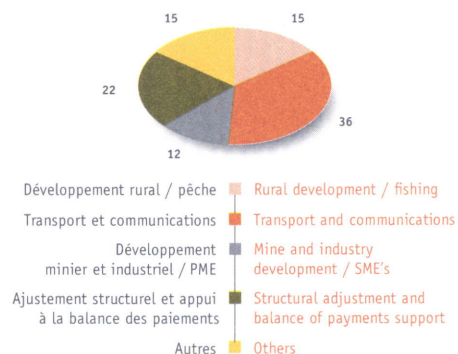
The areas where the Indicative programme of the 7th EDF is being concentrated are infrastructure and rural development. Structural adjustment support is provided for a General Imports Programme, from which counterpart funds generated are earmarked for supporting the public health sector and road maintenance. The European Investment Bank participate especially in the mining sector.

Under Lomé IV, Mauritania has benefited from Stabex transfers totalling about ECU 14 million. They were for "squid, cuttlefish and octopus".

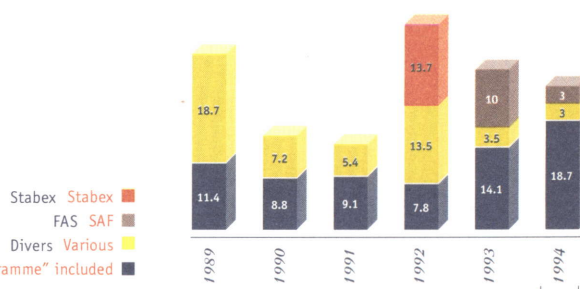
FED / EDF + BUDGET
dotations millions d'euros
allocations ECU million



FED / EDF 7
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7
paiements par instrument
payments by instrument



PIN y compris "programme special dette" NIP "special debt programme" included



MAURITIUS

TERRE VOLCANIQUE située dans l'Océan Indien, dominée par des pics montagneux et entourée de récifs coralliens, Maurice est une démocratie pluraliste, et l'a toujours été depuis l'indépendance acquise en 1968. Tout en demeurant au sein du Commonwealth, l'île est devenue une république en 1992. Ce pays dont l'économie dépendait encore de la monoculture de la canne à sucre il y a vingt ans figure aujourd'hui dans le groupe des pays en développement à revenu intermédiaire et est souvent cité comme modèle dans le domaine du développement.

Toutefois, nonobstant son succès, l'économie du pays reste caractérisée par une forte dépendance vis-à-vis de l'économie mondiale, en raison de ses trois composantes: l'industrie d'exportation de la zone franche (produits textiles essentiellement), le sucre et le tourisme. Le futur de l'île dépend de la modernisation de son industrie, du maintien de la compétitivité de sa zone franche, et de la préservation de son attrait touristique étroitement lié à la conservation de l'environnement.

La coopération avec l'Union européenne remonte à 1977. De la première à la quatrième Convention de Lomé, les ressources allouées à l'île au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) s'élèvent à plus de 100 millions d'écus sur vingt ans. Mais l'île a réussi à maximiser les autres opportunités offertes par la Convention, et particulièrement celle de l'adhésion au Protocole sucre annexé à la Convention. Les prix garantis à l'exportation de l'essentiel de la production mauricienne de sucre sur le marché européen lui rapportent près de 100 millions d'écus par an, qui font de l'île le premier pays ACP bénéficiaire du Protocole. Maurice a aussi bénéficié d'un appui au titre du programme spécial de protection de l'environnement dans les pays en développement financé sur le budget de l'Union européenne.

Dans le cadre de Lomé IV, le programme indicatif national est doté de 34 millions d'écus, dont 60 % environ sont destinés au développement rural et à la diversification agricole. L'environnement, les infrastructures et la formation constituent les autres secteurs de destination de l'aide programmée.

Depuis Lomé I, Maurice a bénéficié d'interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour un montant de plus de 110 millions d'écus, dont 94 millions au titre des prêts sur ressources propres et plus de 16 millions en capitaux à risques. Ces interventions ont permis la réalisation de projets dans le secteur public comme privé, dans des domaines aussi divers et vitaux que les infrastructures (production d'énergie, adduction d'eau et assainissement), le développement des PME et des grandes industries exportatrices ou de substitution aux importations.

Son adhésion aux valeurs démocratiques, le consensus entre les différentes ethnies et sa brillante performance économique font de Maurice un modèle de coopération ACP-UE.



Indicateurs économiques

PNB par habitant	2980 \$ (1993)
Exportations	1331 mio \$ (1993)
Industrie (dont zone franche 12 %)	30 %
sucre	10 %
Service de la dette / exportations	5,9 % (1993)

Indicateurs sociaux

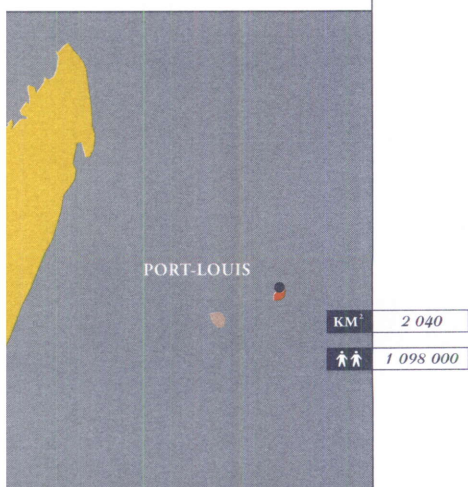
Taux de croissance de la population	1 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	106 % (1993)
Taux d'urbanisation	41 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	2980 \$ (1993)
Exports	1331 mio \$ (1993)
Industry (inc. free trade area 12 %)	30 %
sugar	10 %
Debt service / exports	5,9 % (1993)

Social indicators

Population growth rate	1 % (1990-1995)
Primary schooling rate	106 % (1993)
Urbanization rate	41 % (1993)



A VOLCANIC LAND in the Indian Ocean, dominated by mountainous peaks and surrounded by coral reefs, Mauritius has been a pluralistic democracy since it achieved independence in 1968. Although the country is still part of the Commonwealth, the island became a republic in 1992. This country's economy was dominated by the single crop farming of sugar cane up until 20 years ago. Today, Mauritius ranks among the group of intermediate-revenue developing countries and is often held up as a model in the field of development.

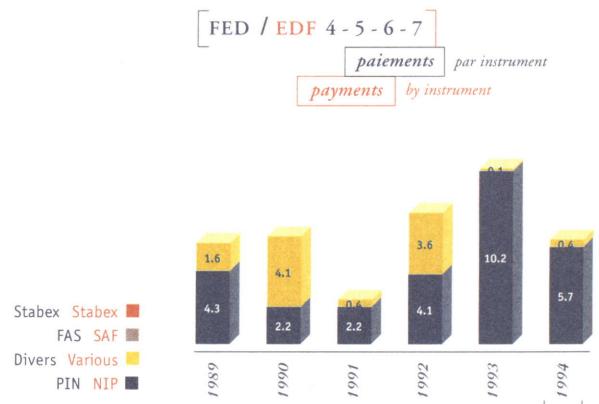
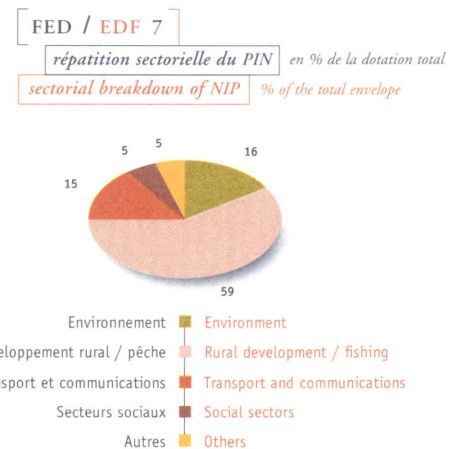
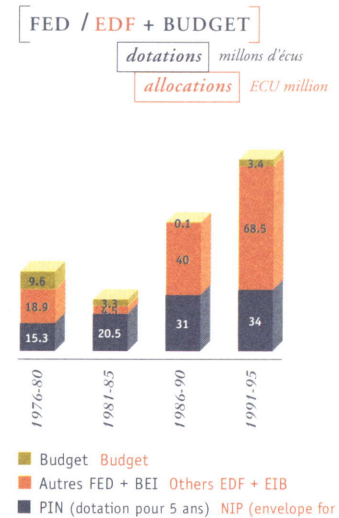
However, notwithstanding its success, the country's economy is still characterised by a strong dependence on the world economy, due to its three main components: exporting industry from the free zone (mainly textile products), sugar and tourism. The future of the Island depends on the modernisation of its industry, maintaining the competitiveness of its free zone, and preserving its attractiveness to tourists - which is closely linked to environmental conservation.

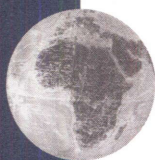
Cooperation with the European Union dates back to 1977. From the first to the fourth Lomé Convention, resources allocated to the Island under National Indicative Programmes (NIPs) totalled more than ECU 100 million over 20 years. But the Island has succeeded in maximising other opportunities offered by the Convention, including in particular membership of the Sugar Protocol which is annexed to the Convention. Guaranteed prices for the export of the major part of Mauritian sugar production to the European market bring in almost ECU 100 million a year for Mauritius: as a result, it benefits more than any other ACP country from the Protocol. Mauritius has also received support from the special programme for the preservation of the environment in developing countries financed under the European Union budget.

In the framework of Lomé IV, the National Indicative Programme has been allocated ECU 34 million, of which about 60 % is devoted to rural development and agricultural diversification. The other sectors for intervention under programme aid funds are the environment, infrastructure and training.

Since Lomé I, Mauritius has benefited from more than ECU 110 million through intervention from the European Investment Bank (EIB), including ECU 94 million from the Bank's own resources and more than ECU 16 million in risk capital. These interventions have allowed projects in the public and private sectors, in areas as diverse and vital as infrastructure (energy production, water purification and supply), the development of SMEs, and large export industries and industry relating to the substitution of imports.

Thanks to its democratic values, the consensus between the different ethnic groupings and its outstanding economic performance, Mauritius has become a model of ACP-EU cooperation.





MOÇAMBIQUE

INDÉPENDANT depuis 1975, le Mozambique est un très vaste pays maritime bordé par près de 3 000 km de côtes. La diversité de ses zones climatiques lui permettent d'avoir un potentiel agricole diversifié en plus de ressources minières prometteuses. En outre, sa position dans la région lui permet de tirer profit d'importantes ventes de services aux pays voisins enclavés.

Après un long conflit civil, la signature d'un accord de paix a eu lieu en octobre 1992 et avec l'accord de tous les partis politiques, une loi électorale a été votée en 1993. L'année 1994 a vu se consolider le processus de paix par la tenue d'élections présidentielles et parlementaires et l'installation d'un gouvernement issu d'un parlement pluraliste.

Du fait de la cessation des hostilités, la coopération avec l'Union européenne a été marquée par une diminution sensible des programmes d'urgence et une accélération notable des engagements sur Lomé IV, au titre de la réhabilitation. En ce qui concerne Lomé III, presque 100 % du Programme Indicatif National (de près de 140 millions d'écus) ont été engagés et la plupart des projets sont en voie d'achèvement.

Parmi les actions qui ont été décidées en 1994, sous Lomé IV, on peut citer: de nouveaux programmes dans les domaines de l'assistance technique et de la santé; l'appui à l'organisation des élections (22 millions d'écus); l'appui au retour au pays des déplacés et démobilisés ainsi que leur réinsertion (11 millions d'écus) en portant une attention spéciale à la réinsertion des jeunes (2 millions d'écus). Au niveau du Programme Indicatif National (154 millions d'écus) un projet de réhabilitation du système hospitalier est à l'instruction, tandis que la réhabilitation de routes prioritaires est en exécution. La plus grande partie des engagements pour 1995 sera consacrée à des programmes sociaux.

En outre des interventions de la Banque Européenne d'Investissement ont été approuvées au titre des capitaux à risques pour un montant de 32,4 millions d'écus, qui s'ajoutent à 20 millions d'écus de prêts également approuvés sur ressources propres.

Indicateurs économiques

PNB par habitant	80 \$ (1993)
Exportations crevettes noix de cajou	189 mio \$ (1993)
Service de la dette / exportations	20,6 % (1993)

Indicateurs sociaux

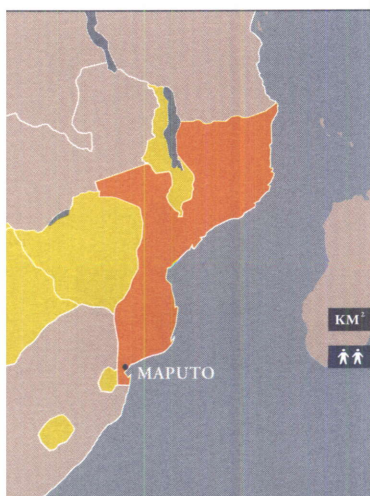
Taux de croissance de la population	2,83 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	66 % (1993)
Taux d'urbanisation	31 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	80 \$ (1993)
Exports prawn cashew nut	189 mio \$ (1993)
Debt service / exports	20,6 % (1993)

Social indicators

Population growth rate	2,83 % (1990-1995)
Primary schooling rate	66 % (1993)
Urbanization rate	31 % (1993)



AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

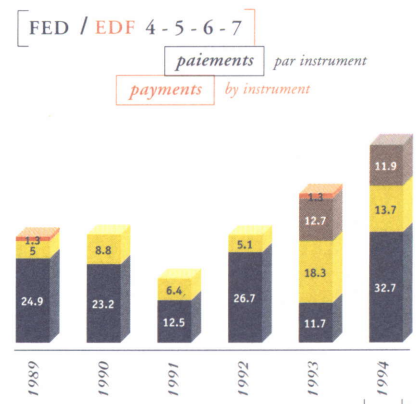
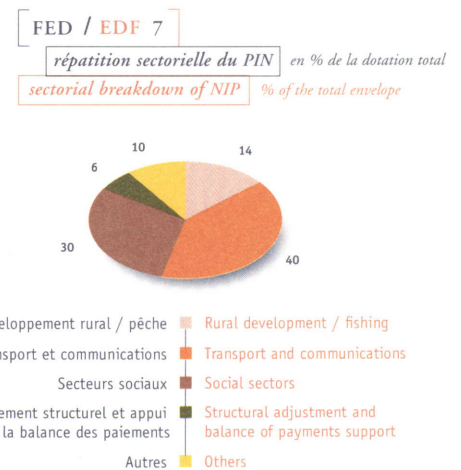
INDEPENDENT since 1975, Mozambique is a vast maritime country with almost 3 000 km of coast. The diversity of its climatic zones provides for a wide range of agricultural potential and promising mineral resources. Moreover, the country's situation in the region allows it to benefit from substantial sales of services to the neighbouring landlocked countries.

After a long civil war, a peace agreement was signed in October 1992 and, with the agreement of all political parties, an election law was passed in 1993. 1994 saw the consolidation of the peace process through the holding of presidential and parliamentary elections and the establishment of a government that originated from a pluralist parliament.

As a result of the end of hostilities, cooperation with the European Union saw a sharp decrease in emergency programmes and a significant increase in commitments for rehabilitation from Lomé IV. As for Lomé III, almost 100 % of the National Indicative Programme (of almost ECU 140 million) has been committed and the majority of projects are now being completed.

Actions decided under Lomé IV include: new programmes in the fields of technical assistance and health; support for the organisation of elections (ECU 22 million); support for the return to the country of displaced and demobilised persons as well as their reinsertion (ECU 11 million) with particular focus on the reinsertion of young people (ECU 2 million). Under the National Indicative Programme (ECU 154 million), a hospital system rehabilitation project is being examined, while the renovation of main roads is under way. The majority of the main commitments for 1995 will be devoted to social programmes.

Moreover, European Investment Bank interventions in the form of risk capital have been approved for a total of ECU 32.4 million, which add to the ECU 20 million loans also approved from the EIB's own resources.





NAMIBIA

PAYS CÔTIER qui possède un des déserts les plus arides du globe, la Namibie est une démocratie pluraliste avec des élections à l'échelon national, régional et local, et une Constitution s'appuyant sur des principes démocratiques et les droits de l'Homme. La protection de l'environnement, qui est affirmée dans l'esprit comme dans le texte de la Constitution, est un enjeu majeur du développement de cette jeune nation.

Peu après son accession à l'indépendance, le 21 mars 1990, la Namibie est devenue le 69^{ème} Etat ACP en rejoignant la Convention de Lomé IV et, la même année, adhère également à l'ancienne SADCC (Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe).

Avant l'indépendance du pays et durant la période de transition, la population de la Namibie a bénéficié d'une aide de l'Union européenne qui a représenté, du milieu des années 1970 à 1990, 65 millions d'écus provenant du budget de l'UE. Les actions ont été mises en oeuvre dans les domaines de l'aide alimentaire, de la formation, du développement des communautés de base, des microprojets et du cofinancement avec les ONG.

Sous Lomé IV, la Namibie bénéficie d'une aide de 45 millions d'écus de subventions et de 40 millions au titre des ressources du Sysmin. D'autres ressources prévues par la Convention de Lomé et dont le pays bénéficie —notamment les fonds régionaux— visent à répondre aux besoins de développement dans les domaines de l'agriculture, du développement rural, de la santé, de l'emploi, du développement du commerce et du tourisme.

En outre, 6 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, dont 2,5 millions d'écus ont été engagés. Ce montant s'ajoute à celui des prêts approuvés sur ressources propres (11,1 millions d'écus).

La Namibie tire également parti des dispositions commerciales de Lomé IV, et tout particulièrement du Protocole sur la viande bovine, au titre duquel elle dispose d'un quota d'exportation vers le marché européen de 60 000 tonnes pour 5 ans (1991-1995).

Dans le cadre du programme spécial d'aide alimentaire lancé par l'Union européenne en 1992, afin de pallier la sécheresse affectant gravement plusieurs régions d'Afrique dont l'Afrique australe, la Namibie a reçu 15 000 tonnes d'équivalent-céréales.

Finalement, l'Union européenne continue de soutenir activement la consolidation du processus démocratique en Namibie, dont le succès a été récemment démontré par la tenue d'élections présidentielles et législatives, en décembre 1994.

Indicateurs économiques

PNB par habitant	1660 \$ (1993)
Exportations	na/nd
diamants	
uranium	
Service de la dette / exportations	na/nd

Indicateurs sociaux

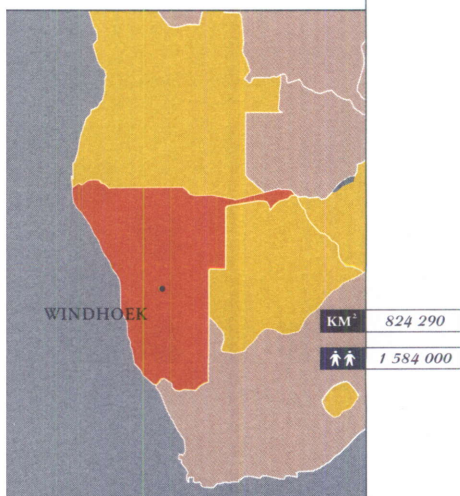
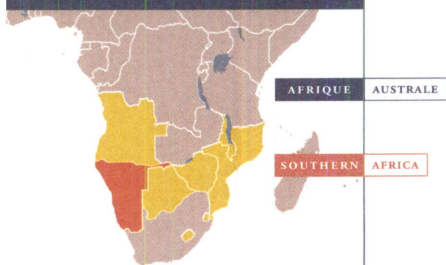
Taux de croissance de la population	3,18 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	119 % (1993)
Taux d'urbanisation	30 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	1660 \$ (1993)
Exports	na/nd
diamonds	
uranium	
Debt service / exports	na/nd

Social indicators

Population growth rate	3.18 % (1990-1995)
Primary schooling rate	119 % (1993)
Urbanization rate	30 % (1993)



A COASTAL COUNTRY with one of the most arid deserts in the world, Namibia is a multiparty democracy with elections at national, regional and local level and a Constitution based on democratic principles and individual rights. Protection of the environment is a major consideration in the development of this young nation, reflecting the terms and spirit of the country's Constitution.

Following independence on 21 March 1990, Namibia became the 69th ACP State to join the Lomé IV Convention and, that same year, requested membership of the former SADCC (Southern African Development Co-ordination Conference).

Prior to and during the transition to independence, Namibia's population benefited from European Union assistance (ECU 65 million from the EU budget for the mid-1970s to 1990 period) for food aid, training, NGO cofinancing, community development and microprojects.

Under Lomé IV, Namibia benefits from an ECU 45 million grant and from ECU 40 million made available under the Sysmin provision. Other Lomé Convention resources, notably regional ones, have contributed additional funds to meet Namibia's development needs, which concentrate on agriculture and rural development, health, human resources, tourism and trade development in particular.

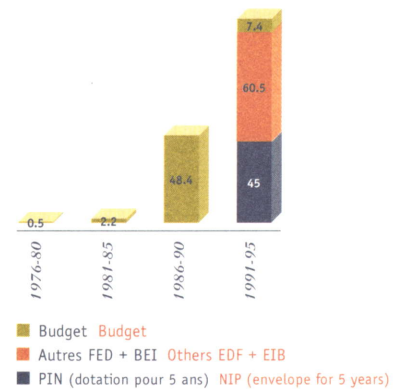
Moreover, ECU 6 million may be made available through the European Investment Bank's intervention in form of risk capital, of which ECU 2.5 million has been committed so far. This sum adds to the loans already approved from the EIB's own resources (ECU 11.1 million).

Namibia also benefits from the trade provisions of Lomé IV, particularly the Beef Protocol, through which an export quota of 60 000 tonnes to the European market is available for five years up to 1995.

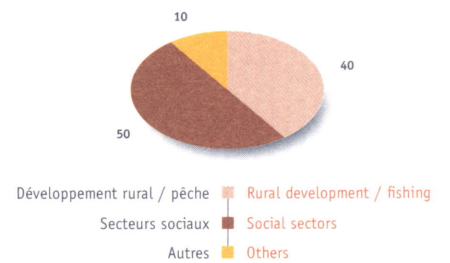
Namibia received 15 000 cereal-equivalent tonnes of emergency food aid under the 1992 special food aid Programme, launched by the European Union in response to the drought confined mainly in Eastern and Southern Africa.

Finally, the European Union continues to actively support the consolidation of democratic process in Namibia, the success of which has been recently demonstrated by the conduct of Presidential and Parliamentary elections held in December 1994.

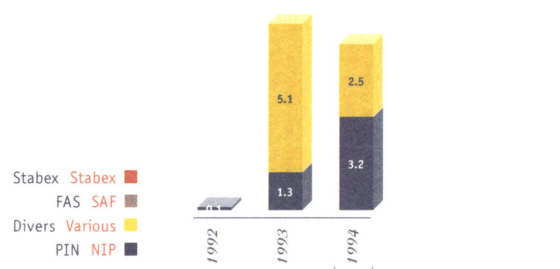
FED / EDF + BUDGET
dotations millions d'écus
allocations ECU million

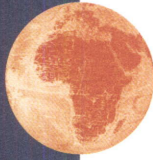


FED / EDF 7
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope

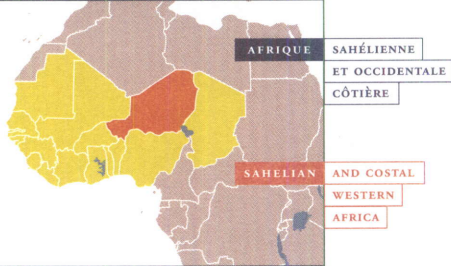


FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7
paiements par instrument
payments by instrument





NIGER



VASTE PAYS sahélien enclavé, entouré par sept pays, le Niger est relativement peu urbanisé et son économie est dépendante du secteur rural qui emploie 80 % de la population active. Le Niger figure parmi les pays les plus pauvres du monde.

Indépendant depuis 1960, le Niger s'est engagé, depuis les élections de 1993, sur la voie de la démocratie pluraliste. Après la croissance économique enregistrée de 1976 à 1981, grâce au développement du secteur de l'uranium, le Niger connaît depuis les années 1980 de sérieux déséquilibres des finances publiques et de la balance des paiements. Les réformes d'ajustement structurel dans lesquelles il s'est engagé pour faire face à ces déséquilibres ont rencontré de sérieuses difficultés, et le pays se trouve dans une situation financière et sociale très préoccupante.

L'Union européenne participe activement aux efforts de développement du Niger depuis le premier Fond Européen de Développement. Le Programme Indicatif National au titre du FED 7 de Lomé IV (124,5 millions d'écus) accorde la priorité au développement rural dans les régions pastorales et à la consolidation et l'extension de projets entrepris dans la région du fleuve Niger, dans la vallée de la Tarka et au sud de Zinder. Le programme met également l'accent sur le développement du secteur privé, la formation professionnelle, l'infrastructure des transports et la santé.

Au Programme Indicatif National est venu s'ajouter un soutien important (près de 12 millions d'écus) à la mise en oeuvre d'un programme d'ajustement structurel. Le Niger a également été un important bénéficiaire du Sysmin.

En outre, 15,5 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

Indicateurs économiques

PNB par habitant	270 \$ (1993)
Exportations	171 mio \$ (1993)
<i>uranium</i>	67 %
<i>bétail</i>	14 %
Service de la dette / exportations	31,4 % (1993)

Indicateurs sociaux

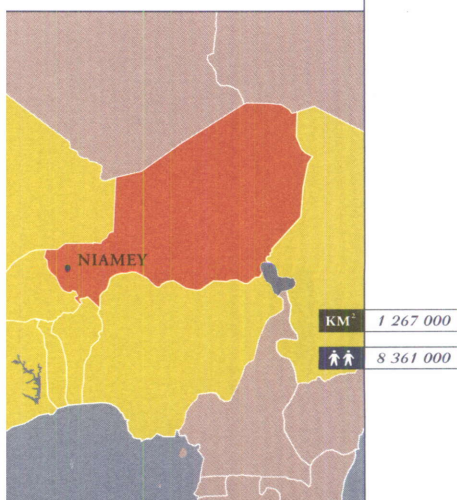
Taux de croissance de la population	3,26 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	29 % (1993)
Taux d'urbanisation	22 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	270 \$ (1993)
Exports	171 mio \$ (1993)
<i>uranium</i>	67 %
<i>livestock</i>	14 %
Debt service / exports	31.4 % (1993)

Social indicators

Population growth rate	3.26 % (1990-1995)
Primary schooling rate	29 % (1993)
Urbanization rate	22 % (1993)



A VAST LANDLOCKED Sahelian country with seven neighbours, Niger is relatively un-urbanized. The country's economy is largely dependent on the rural sector, which employs 80 % of the active population. Niger ranks among the poorest countries in the world.

Independent since 1960, Niger became a multi-party democracy after elections in 1993. Following economic growth registered between 1976 and 1981, thanks to development in the uranium sector, Niger has suffered serious imbalances in its public finances and balance of payments since the 1980s. Structural adjustment reforms, undertaken by the country to face up to these imbalances, have encountered serious difficulties and Niger is in a very worrying financial and social situation.

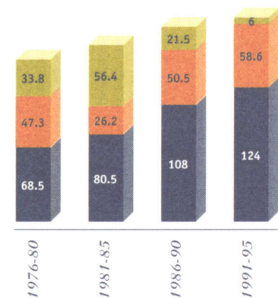
The European Union has actively participated in development efforts in this country since the first European Development Fund. The National Indicative Programme under the Lomé IV seventh EDF (ECU 124.5 million) has given priority to rural development in the pastoral areas, as well as to the consolidation and extension of projects under way in the River Niger region, especially in the Tarka Valley and south of Zinder. The programme also places an emphasis on the development of the private sector, professional training, transport infrastructure and the health sector.

An important support (ECU 12 million) to the implementation of a structural adjustment programme has been added to the National Indicative Programme. Niger has also been an important recipient of Sysmin assistance.

Moreover, ECU 15.5 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital.

FED / EDF + BUDGET

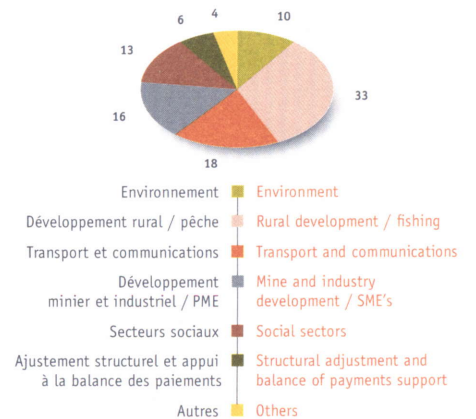
dotations millions d'écus
allocations ECU million



■ Budget Budget
■ Autres FED + BEI Others EDF + EIB
■ PIN (dotation pour 5 ans) NIP (enveloppe for 5 years)

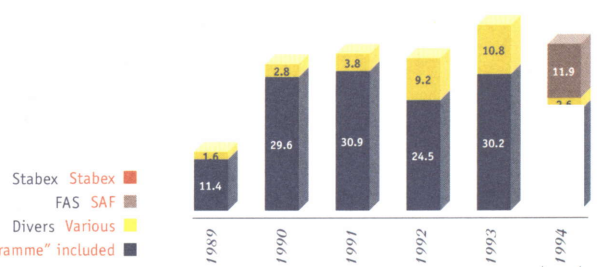
FED / EDF 7

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7

paiements par instrument
payments by instrument



PIN y compris "programme special dette" NIP "special debt programme" included